

DES ARMES BELGES fournies aux rebelles en pleine guerre ?

FOURNITURES Le 4 juillet 2011, des officiels exposent de l'armement saisi dans le port de Tripoli et qui devait, selon le régime Kadhafi, équiper les rebelles. Les armes sont présentées comme belges et le Qatar est mentionné comme pays de provenance. L'enquête de l'envoyé spécial du Vif/L'Express en Libye confirme le rôle de l'émirat dans le soutien aux rebelles.

Nouveau rebondissement dans la saga des armes wallonnes. Des FAL de la FN Herstal auraient été livrés aux insurgés de Benghazi par le Qatar en avril 2011. La Belgique était-elle informée ? D'autres armes sont désormais en nombre aux mains du très islamiste Abdelhakim Belhadj, un des chefs militaires de Tripoli.

ENQUÊTE : DAMIEN SPLEETERS,
ENVOYÉ SPÉCIAL EN LIBYE

En février 2011, Benghazi mettait le feu aux poudres de la révolution libyenne. La Belgique, elle, s'interrogeait en découvrant que ses armes servaient à réprimer dans le sang le soulèvement populaire.

La découverte, huit mois plus tard, sur le colonel Mouammar Kadhafi, d'un pistolet doré, qui faisait partie d'un lot plus important d'armes belges livrées peu auparavant, est loin d'avoir mis le point final à ce dossier. Au terme d'une enquête menée notamment en Libye, Le Vif/L'Express est en mesure de révéler

que les rebelles de Benghazi ont reçu des armes belges après le début de l'intervention militaire de l'Otan, le 19 mars, et qu'une partie de l'armement belge fourni par la Région wallonne au régime Kadhafi est désormais entre les mains de la Brigade Tripoli dirigée par le très islamiste Abdelhakim Belhadj.

Le contrat de la FN avec la Libye de Kadhafi

En mai 2008, la FN Herstal signait un contrat avec la Libye de Mouammar Kadhafi portant sur la vente de 367 fusils d'assaut F2000, 367 fusils mitrailleurs P90, 367 pistolets Five-seveN, 30 mitrailleuses Minimi, 22 032 grenades 40 millimètres pour les F2000, 50 pistolets Renaissance (armes de luxe), 2 000 fusils « à létalité réduite » FN 303 et 1134 000 balles et autres munitions, le tout pour un montant total de 12 182 866 euros. Le ministre-président de la Région wallonne, Rudy Demotte (PS), accordait les licences d'exportations pour ces armes en 2009, dans des conditions qui font toujours débat. Alors que la Région est en train de revoir sa législation en matière d'exportation d'armes, le cas libyen a ●●●



●●● marqué les esprits et laissait, jusqu'à aujourd'hui, de nombreuses questions en suspens : où sont ces armes belges dans la Libye d'après-guerre ? A quoi ont-elles servi, à quoi sont-elles utilisées et que va-t-il en advenir ? Éléments de réponse, glanés, sur place, en Libye.

Karim Alwase, la vingtaine, gare son 4 x 4 américain sur un parking de Tripoli ; la nuit est déjà bien avancée. Il porte sur lui une arme belge particulière. « FN Herstal Belgium F2000 », indique une inscription sur le fusil. Juste en dessous, une gravure discrète en arabe : la marque de la 32^e Brigade, l'ancienne unité d'élite de l'armée libyenne, dirigée par Khamis Kadhafi, l'un des fils du colonel déchu. C'est à cette unité qu'était officiellement destinée la commande libyenne passée en 2008 à la FN Herstal, une commande entérinée en 2009 par la



DAMIEN SPILETTERS

ARME

Un FN FAL belge photographié à Benghazi, en février 2012. Son propriétaire affirme qu'il a été fourni par le Qatar pendant le conflit.

paix. Cette arme n'est pas pour moi, elle est pour la Libye. » Tous les combattants ne formulent pas nécessairement le même vœu pieux. A Benghazi, un membre de ce qui est aujourd'hui l'embryon d'une armée nationale libyenne proposait son F2000 à la vente en février dernier pour 5000 dinars libyens (environ 3000 euros). Plusieurs acheteurs s'étaient déjà montrés intéressés.

Des armes détournées de leur objet

Interviewé dans la prison d'Al Huda, à Misrata, le capitaine Osama Ali Othman Alzaroug, de l'ancienne 32^e Brigade, se souvient des armes belges : « Elles ont été apportées en 2009. Mais c'est en 2008 que je les ai vues pour la première fois. Sept instituteurs sont venus de Belgique pour faire une démonstration. »

C'est la 32^e Brigade qui a mené l'assaut sur Misrata. La ville portuaire, à deux heures à l'est de la capitale, porte les marques indélébiles de la guerre. Pas un bâtiment de Tripoli Street, l'artère principale, qui ne soit criblé de balles, ouvert par une explosion. Les combattants de la Katiba Alshaheed, la Brigade des Martyrs, se souviennent eux aussi parfaitement des armes belges livrées en 2009. Ils confirment que seuls les officiers de haut rang de la 32^e Brigade, ainsi que les proches et les membres du clan Kadhafi, ont pu en être équipés. En les gardant comme des trophées, les anciens rebelles qui ont saisi ces armes entendent montrer leur bravoure au combat.

Informés de la vocation défensive de ces armes par le gouvernement wallon – l'un des arguments qui a sans doute fait pencher la balance en faveur d'un

octroi des licences d'exportation –, les Libyens restent perplexes. Ali El Abbar, qui a combattu dans l'armée libyenne de libération depuis le début de la révolution, affirme tout simplement que « la 32^e ne protégeait pas de convois humanitaires. Ce sont des conneries. Toutes les brigades dirigées par des enfants de Kadhafi étaient connues pour des faits de torture. On ne pouvait pas l'ignorer ». La 32^e Brigade s'est d'ailleurs montrée à la hauteur de sa réputation pendant la guerre, comme l'indique un récent rapport du Conseil des droits de l'homme des Nations unies : torture, mauvais traitements, pilonnages aveugles, meurtres de civils.

La Belgique n'était pas en mesure, en 2009, de contrôler l'utilisation qui serait faite des armes qu'elle a produites et vendues au régime Kadhafi. Mais un tel contrôle est-il possible ?



FRANCOIS MOURI/REPORTERS

DÉMONSTRATION Un rebelle photographié en septembre 2011, à Tripoli, devant un F2000 de la FN.



LEADER Ancien djihadiste, Abdelhakim Belhaj, photographié en septembre 2011 à Tripoli, est un des chefs militaires de la capitale libyenne. Sa brigade est équipée de nombre d'armes belges.

AUDE OSNOWICZ/WOSTOK PRES/IMAGE GLOBE

Des armes désormais aux mains de l'islamiste Belhaj

Interviewé par Le Vif/L'Express, Housam Najjair, commandant de l'unité de reconnaissance de la Brigade rebelle Tripoli, à l'avant-garde de l'opération *Aube de la Sirène* qui a mené à la chute de la capitale, affirme que ses hommes ont pris possession de plusieurs F2000 et P90 belges en les confisquant à des proches du régime ou encore à ce que Housam Najjair décrit comme « des cellules loyalistes dormantes ». Après la chute du régime, plusieurs brigades, dont celles de Housam Najjair, se sont réunies sous le commandement du Conseil militaire de Tripoli. Et les armes belges sont aujourd'hui utilisées lors d'opérations spéciales et pour la protection, entre autres, du commandant du Conseil militaire de Tripoli, Abdelhakim Belhaj.

Abdelhakim Belhaj, né dans la capitale en 1966, occupe un poste important dans la Libye d'après-guerre. Aussi connu sous le nom d'Abou Abdallah al-Sadek dans les milieux djihadistes, il s'en va combattre, dans les années 1980,

les Soviétiques en Afghanistan. Revenu en Libye au début des années 1990, il y forme le Groupe islamique combattant (GIC), dans la mouvance islamiste, pour tenter de renverser Mouammar Kadhafi. Sans succès. Ecrasé par le régime, le groupe se réfugie au Soudan, en Irak et en Afghanistan où plusieurs de ses membres, dont Belhaj, se rapprochent des talibans et d'Al Qaeda. Le GIC possédait plusieurs camps d'entraînement secrets en Afghanistan et y formait les djihadistes qu'il recrutait. En 2004, Abdelhakim Belhaj est arrêté en Malaisie pour le compte des Etats-Unis, transféré en Thaïlande dans une prison secrète et remis la même année aux services secrets libyens. Il sera libéré en 2009 à



PROTECTION

Un des gardes du corps d'Abdelhakim Belhaj, Karim Alwase, et son FN F2000 dans les rues de Tripoli le 17 février 2012.



la suite d'un revirement idéologique du GIC. En 2011, il combattra le régime de Kadhafi dans l'ouest libyen et entrera victorieux dans Tripoli en août. Depuis, il affirme avoir renié ses alliances et doctrines passées. Les forces d'Abdelhakim Belhaj à Tripoli, qui atteignent plusieurs dizaines de milliers d'hommes, sont aujourd'hui en possession de plusieurs des armes wallonnes livrées au régime de Mouammar Kadhafi, à destination de la 32^e Brigade, en 2009. Le ministre belge des Affaires étrangères, par l'intermédiaire de son porte-parole Michel Malherbe, affirme ne pas disposer d'information sur ce dossier. « C'est inquiétant et regrettable », commente cependant celui-ci. Le secteur de l'armement en Belgique est régionalisé depuis 2003, et le niveau fédéral n'est pas compétent pour les livraisons effectuées à partir de cette année-là. La Ré-

gion wallonne, actionnaire unique de la FN Herstal, n'a pas tenu à commenter nos informations, considérant qu'il s'agissait d'une affaire strictement libyenne. Robert Sauvage, porte-parole de la FN Herstal, rappelle que la politique de l'entreprise wallonne est de ne pas faire de commentaires. Il souligne cependant « l'importance de placer le débat dans sa réelle dimension, à savoir le contrôle mondial de l'armement léger, plutôt que de focaliser de façon continue l'offensive sur une société reconnue mondialement et exerçant son activité conformément à l'un des cadres légaux les plus stricts du monde ». ●●●

●●● La Belgique pourrait encore être confrontée à un autre problème en matière d'armes légères. De nombreux éléments indiquent en effet que plusieurs pays amis – Qatar, France, Egypte, Emirats arabes unis – ont livré ce type d'armes à la Libye durant la guerre.

D'étonnantes fournitures d'armes

Le 26 février 2011, les Nations unies votaient la résolution 1970 qui imposait notamment un embargo sur les armes à destination de la Jamahiriya arabe libyenne. Le Qatar, qui a joué un rôle décisif lors du conflit, a reconnu avoir interprété cet embargo de manière très souple, livrant des armes aux forces rebelles dès avril. Certaines de ces armes pourraient être belges.

Le *Wall Street Journal* affirme que le Qatar a effectué, pendant le printemps et l'été 2011, dix-huit livraisons d'armes vers l'aéroport de Benina (Benghazi) tenu par les forces rebelles libyennes. Sur place, plusieurs combattants nous ont indiqué spécifiquement que les fusils FN FAL belges en leur possession provenaient du Qatar. En outre, un officier de l'Armée libyenne de libération qui travaillait à l'aéroport se rappelle très bien l'arrivée de caisses de FN FAL en provenance du Qatar à partir d'avril. L'aérodrome était d'ailleurs occupé par des équipes logistiques du Qatar.

Les FN FAL que nous avons pu observer, et qui sont devenus à partir d'avril 2011 l'arme principale des brigades rebelles de l'Est, datent des années 1960-1970 et correspondent aux armes vendues par la Belgique au Qatar, dont elles équipent les forces armées. Il n'a cependant pas été possible



RELIQUAT

A Salahaddin, au sud de Tripoli, dans la base de la 32^e Brigade dirigée par Khamis Kadhafi, les boîtes ayant contenu les FN F2000.

de tracer les numéros de série de ces armes pour obtenir plus de détails. Une telle requête, soumise à des conditions spécifiques, n'est pas permise au public. Il est donc impossible de connaître leur parcours exact. En outre, nous n'avons pas pu prendre connaissance des détails des contrats de ventes passés entre

la Belgique et le Qatar, la matière étant sujette à la plus grande confidentialité, même après plusieurs dizaines d'années. Impossible dès lors d'en savoir plus sur d'éventuelles clauses restrictives en matière de réexportation.

Si ces FN FAL ont bien été livrés par le Qatar pendant la guerre, comme de nombreux éléments le suggèrent, deux hypothèses sont envisageables. D'un côté, le Qatar a pu décider de réexporter ses FN FAL sans en informer la Belgique, ce qu'il avait déjà fait avec du matériel suisse par exemple. De l'autre, le Qatar a pu demander et obtenir l'autorisation de la Belgique.

Les autorités belges compétentes rejettent cependant cette dernière possibilité, sans toutefois pouvoir définitivement se dédouaner : problème de confidentialité.

Un risque de réexportation vers la Syrie

Pour saisir tout à fait l'enjeu de la question, il faut savoir que, depuis 2008, il existe en Europe



GUERRE Un rebelle sur le front de Bir al-Ghanam dans l'ouest de la Libye en août 2011.



une « position commune » sur les ventes de matériel militaire. Les Etats membres ne sont pas tenus légalement de respecter les critères de cet accord mais se doivent de les prendre en compte avant d'autoriser une exportation d'armes. L'un de ces critères stipule qu'une exportation doit être évitée si les risques sont avérés que les armes exportées seront, dans le futur, détournées au sein du pays importateur ou réexportées dans des conditions indésirables. Avec le cas libyen, le Qatar présente un tel risque. Preuve en est, s'il le faut, que l'émirat persiste dans cette politique : Hamed ben Jassem al-Thani, Premier ministre du Qatar, a déclaré le 27 février être favorable à des livraisons d'armes à l'opposition syrienne en lutte contre le régime de Bachar al-Assad. « Nous devrions faire ce qui est nécessaire pour les aider, y compris leur fournir des armes pour qu'ils puissent se défendre », a-t-il déclaré lors d'une visite officielle en Norvège. Même position du côté de l'Arabie saoudite, dont le ministre des Affaires étrangères, le prince Saud al-Faisal, a déclaré que l'aide humanitaire n'était « pas suffisante » et qu'armer les rebelles syriens était « une excellente idée ». La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a, pour sa part, affirmé que livrer des armes à l'opposition syrienne pourrait aider Al-Qaeda et le Hamas.

En 2010, la Belgique était le plus important exportateur européen

d'armes légères vers le Moyen-Orient. L'Arabie saoudite est le principal client de la FN Herstal, juste après les Etats-Unis. S'il est peu probable que les exportations d'armes wal-

PROLIFÉRATION

Un groupe de rebelles inspecte un FN F2000 récupéré auprès de l'armée de Kadhafi, en septembre 2011, près de Syrte. Une partie de l'arsenal libyen a disparu dans la nature.

lonnes vers le Golfe sont suspendues, la Belgique doit alors s'attendre à voir ses armes utilisées à d'autres fins que leur mission initiale. De même, la violation par plusieurs pays amis, dont le Qatar, de l'embargo sur les armes vers la Libye en 2011 – dans l'interprétation stricte qu'en avait la Belgique – pourrait placer l'entreprise wallonne d'armement, et son actionnaire unique, face à un choix cornélien. Les Suisses, confrontés au même problème, avaient suspendu leurs exportations de matériel militaire vers l'émirat de juillet à décembre 2011. ● **D.S.**

Avec le soutien du Fonds pour le journalisme en Communauté française.

« AUSSI ABONDANTES QUE LA POUSSIÈRE EN LIBYE »

Le fait que les armes belges récentes servent à protéger des hommes comme Abdelhakim Belhaj n'est que l'un des symptômes du manque de contrôle d'un pays exportateur sur les armes qu'il produit. En Libye, la profusion des fusils automatiques légers (FAL) fabriqués par la FN Herstal et vendus par milliers au colonel Kadhafi pendant la période de la guerre froide est un problème autrement plus grave. Avec la kalachnikov, le FN FAL constitue l'arme de prédilection des 200 000 combattants libyens aujourd'hui enregistrés par les autorités. Ces armes belges, vendues il y a plusieurs dizaines d'années, constituent un défi majeur pour la reconstruction de la Libye et une menace importante pour la stabilité de toute une région, déjà en équilibre précaire.

Le gouvernement libyen de transition peine encore à mettre en place une véritable stratégie nationale pour désarmer les brigades qui se sont multipliées depuis la fin de la guerre. Pillées dans les stocks de Mouammar Kadhafi en 2011 à mesure que les forces rebelles avançaient, les armes circulent aujourd'hui librement. Un FN FAL pouvait par exemple s'acheter, en février 2012 à Tripoli, pour environ 600 euros. « Au début de la guerre, raconte Ali El Abbar, lorsque nous avons pris Al-Rajma, près de Benghazi, nous avons découvert des montagnes de FN FAL et de kalachnikovs. Beaucoup, vraiment beaucoup. Aujourd'hui, ces armes



Abdelhakim Belhaj et Karim Alwase, un des membres de sa garde rapprochée, muni d'un FN F200 en février 2012.

sont aussi abondantes que la poussière en Libye. » Un an après le début de la révolution libyenne, il y a dans le pays plus d'armes que d'habitants. Et, selon un rapport des Nations unies, des armes issues du conflit libyen sont peut-être déjà aux mains de la secte islamiste Boko Haram au Nigeria et d'Al-Qaeda, au Sahel.

Le 13 février, le ministre belge des Affaires étrangères, Didier Reynders (MR), a rencontré les membres du Conseil national de transition libyen. Il a affirmé la volonté de la Belgique de s'inscrire, avec plusieurs autres pays, dans un plan de désarmement en donnant la priorité aux systèmes lance-missiles antiaériens portatifs. La somme proposée par la Belgique – 300 000 euros – doit encore être avalisée par le Conseil des ministres. Pour ce qui est des milliers d'armes légères de la FN Herstal en circulation en Libye, « il n'est pas dans l'intention de la Belgique de contribuer à un projet de récupération des petites armes », affirme Michel Malherbe, porte-parole des Affaires étrangères. ● **D.S.**